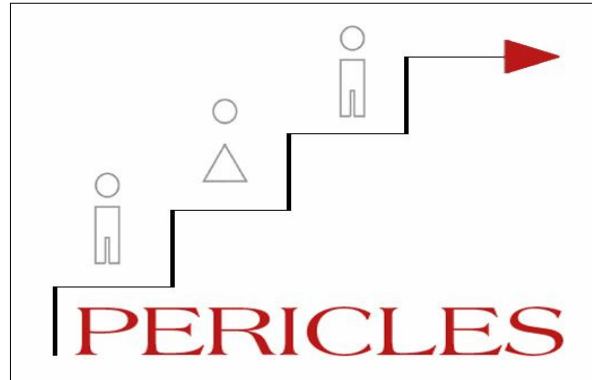


RENOVER LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE



Marquées par la guerre en Irak, les turbulences traversées par l'Europe après le non français au référendum sur le traité constitutionnel, les questionnements nouveaux sur notre relation à l'Afrique, sur la gestion des flux migratoires ou sur la concurrence accrue des pays émergents, les dernières années ont vu les débats liés à la politique extérieure de la France prendre un poids croissant. Ces interrogations porte à la fois sur les sujets que notre pays doit défendre dans l'arène internationale, sur la manière de promouvoir nos objectifs mais aussi sur la gestion au quotidien de la politique étrangère, souvent considérée comme peu transparente. Harlem Désir, député européen, livre son analyse sur ces questions à la Conférence Péricleès.

ENTRETIEN AVEC...



Harlem DESIR

Député européen
Secrétaire National du PS à la Mondialisation

Conférence Péricleès : La France est confrontée à un grand nombre d'enjeux sur la scène internationale. Quels sont les principaux défis qu'elle devra selon vous relever ?

Harlem Désir : D'abord, sortir l'Europe de sa panne, ce qui sera un chantier prioritaire dès le lendemain de l'élection présidentielle, avec un conseil européen sous présidence allemande en juin 2007 et la préparation de la présidence française de l'Union au second semestre 2008. Tout ne se ramène pas à l'Europe, mais la France ne pourra jouer pleinement son rôle dans les affaires du monde sans commencer par retrouver sa place au cœur de l'Union. Au delà de la relance du processus institutionnel et de projets européens concrets, il sera essentiel en matière de politique étrangère de renforcer nos liens avec le « noyau dur » de fait de l'Union dans ce domaine. Je pense à l'axe franco-allemand – car même si il n'a plus l'exclusivité d'autrefois, rien de solide n'avance sans lui - mais aussi aux autres grands pays européens dont nous sommes

* * *

proches, l'Italie et l'Espagne avec lesquels des initiatives fortes peuvent être prises, notamment sur le Proche-Orient, et plus ponctuellement le Royaume-Uni avec lequel nous sommes engagé dans l' « UE 3 » pour les négociations avec l'Iran (avec l'Allemagne) et qui est un acteur important pour la défense européenne.

Un second enjeu, qui a aussi une dimension européenne, sera de redonner une perspective à la relation euro-méditerranée, enlisée dans le processus de Barcelone. Lancé il y a dix ans, celui-ci n'a pas permis de bâtir la coopération forte et stable qui était espérée entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée, pas plus qu'à réduire les divisions entre ces derniers et à sortir le Bassin méditerranéen de sa crise. Les enjeux sont considérables pour l'Europe et concernent à la fois des questions de développement, de migration, d'approvisionnement énergétique, de sécurité, de lutte contre le terrorisme, mais aussi de démocratie et de rapports entre l'islam et l'occident. Les accords d'association et de libre échange, n'ont pas créés la dynamique nécessaire et permis de traiter ces enjeux dans leur globalité. Il faudrait ouvrir la perspective d'une véritable « communauté méditerranéenne », d'une alliance politique, culturelle et économique pour promouvoir le co-développement, de grands projets communs et le dialogue des cultures. Pour être équilibrée, plutôt que de mettre le géant européen face à chacun des autres pays pris isolément, ce partenariat devrait reposer sur des entités régionales qui seraient autant de piliers de la communauté méditerranéenne. Il faudrait donc davantage encourager et soutenir les intégrations régionales au sud et dans la partie orientale du bassin méditerranéen plutôt que multiplier les accords bilatéraux entre l'UE et chaque pays pris séparément.

Il faut aider l'Union du Maghreb Arabe à se relancer et à prendre forme. Au lieu de quoi, l'UE se concentre aujourd'hui sur la création d'une vaste zone de libre échange euro-med d'ici à 2010. C'est une erreur quand les écarts de développement sont aussi importants, une approche réductrice, dangereuse pour les économies des pays du sud de la méditerranée et irréaliste quant à ses délais qui ne seront pas tenus. On dissout le partenariat dans le libre échange, qui fragilisera de nombreux secteurs

économiques et provoquera des réactions d'hostilité, alors qu'on a besoin d'une approche basée sur la coopération dans de nombreux domaines et non sur la seule ouverture des marchés. La réussite de cette politique méditerranéenne est d'une grande importance stratégique dans un contexte international qui restera durablement marqué par la crise Irakienne, l'impasse du conflit israélo-palestinien et le dossier du nucléaire iranien. Par sa politique méditerranéenne, l'Europe doit montrer qu'elle refuse la guerre de civilisation et cherche à établir un autre type de relation avec les pays du monde arabe et musulman.

Le troisième enjeu que j'identifie concerne l'Afrique et le rôle qu'y joue la France. Ce continent, notre voisin, auquel nous sommes attachés par l'histoire et de nombreux liens humains et culturels est le plus marginalisé dans les échanges mondiaux, le plus frappé par la pauvreté, les pandémies, le pillage des ressources et les guerres civiles. La France est un acteur majeur des politiques de développement, mais les résultats sont loin d'être convaincant. Elle est aujourd'hui présente sur de nombreux terrains de crises, Centre Afrique, Tchad, Darfour, Côte d'Ivoire. Mais ces crises montrent que les anciennes modalités de notre influence n'ont plus la même efficacité et que des problèmes de légitimité, de transparence, de contrôle de notre politique africaine sont posés. C'est encore plus flagrant lorsque le Président de la République, Jacques Chirac, soutient la prise de pouvoir du fils Eyadema au Togo dans la plus pure tradition post-coloniale de la « France-Afrique ». La France doit pouvoir rester un partenaire, y compris économique, en Afrique sans retomber dans ces travers. Nous avons besoin d'une révision et d'une réorientation qui permette de sortir notre politique du faux dilemme entre le maintien d'un « pré carré » ou le retrait et l'abandon. Il faut donc redéfinir les stratégies, les méthodes, les instruments pour sortir de l'ère postcoloniale et entrer dans celle d'un réel partenariat. Nous devons le faire avec les autres membres de l'Union européenne. En Côte d'Ivoire, par exemple, il aurait été préférable que la France ne soit pas en première ligne. Mais nous devons également veiller à l'orientation de certaines politiques européennes, en matière commerciale, vis-à-vis de l'Afrique. La négociation des zones de libre échange dit

* * *

« Accords de Partenariat Economique » (APE) avec les pays ACP est très mal engagée. Les pays africains craignent une fragilisation de leurs économies, une perte de ressources liée à la baisse des droits de douane et vivent les APE comme un abandon de l'Europe. L'Europe a des responsabilités et ne peut réduire l'horizon de ses relations avec les ACP à la mise en conformité avec les règles de l'OMC. Il faudrait plutôt peser pour l'adaptation de celles-ci.

Enfin, je voudrais mentionner la relation transatlantique. Evidemment, beaucoup dépendra de l'évolution des Etats-Unis eux-mêmes après la victoire des démocrates lors des élections de mid-term qui reste à transformer au moment de la présidentielle. Mais quoi qu'il en soit, la France ne peut se laisser enfermer dans le choix entre une posture gaullo-villepiniste drapée de grandeur pour s'opposer, mais qui ne peut être une politique permanente et le suivisme sarkozyste, aznariste, ou blairiste, dont le but prétendu est d'influencer l'Amérique avec le succès que l'on sait.

Les 3 propositions d'Harlem Désir

- 1. Relancer l'Europe par les « solidarités de fait »**
- 2. Adopter un nouveau partenariat avec l'Afrique, fondé sur le respect mutuel**
- 3. Adopter une politique européenne commune en matière de développement**

La France et l'Europe doivent chercher le partenariat avec les Etats-Unis autant que cela est possible pour éviter le blocage ou l'éclatement du système multilatéral. Mais elles doivent le faire à partir d'une position indépendante, en gardant leur liberté de penser les grands dossiers internationaux à partir de leurs valeurs et de leur vision des enjeux. Chercher le partenariat ce n'est pas s'aligner ou suivre les Etats-Unis dans toutes leurs erreurs.

Nous devons engager ce débat au sein de l'UE. Car pour peser dans le débat mondial et donner corps à des alternatives à la politique américaine,

quand cela est nécessaire, la France ne doit pas être isolé. Cela ne veut pas dire qu'il faut attendre l'unanimité en Europe pour agir ou s'exprimer, mais, que ce soit sur le changement climatique et Kyoto, sur la Cour Pénale Internationale, sur le Proche-Orient ou sur l'Iran, les Européens n'ont de chance d'être entendu que si ils sont unis. Si les grands pays d'Europe partent chacun de leur côté, les autres joueront de ces divisions et ils seront des nains.

De ce point de vue, l'évolution de la politique transatlantique de l'Allemagne nécessitera un débat et une clarification. Certaines des propositions évoquées par la Chancelière Merkel lors de sa récente visite à Washington, comme la zone de libre échange transatlantique sont dangereuses pour l'indépendance économique, commerciale et donc politique de l'Union. La France et l'Allemagne ne peuvent se payer le luxe d'un désaccord sur ce point sans dégâts considérables. Il en va de même pour les relations avec les autres puissances internationales, qu'il s'agisse de la Russie pour l'énergie ou de la Chine, sur les normes internationales du travail et le respect du travail décent. L'Europe a un besoin vital de coordonner sa politique étrangère si elle ne veut pas subir un ordre international façonné par les autres.

Conférence Périclès : vous parlez de rénover la position de la France en Afrique, comment faire pour y parvenir ?

Harlem Désir : La relation entre la France et l'Afrique, du moins l'Afrique francophone, ne sera jamais dépassionnée. Les Britanniques ont réussi à créer un « esprit Commonwealth » qui tranche avec l'amertume palpable en Afrique francophone à l'égard de la France. Ces tensions se portent en particulier sur la question des visas, mais aussi sur le sentiment d'une perte d'intérêt de la France pour le continent, qui se traduit par une réduction des moyens qu'elle y consacre.

La décolonisation doit aller à son terme et il faut reconstruire nos relations sur des bases nouvelles. L'engouement pour les relations avec la Chine, dans de nombreux pays africains est aussi dû au fait que Pékin ne parle avec l'Afrique que d'intérêts mutuels. Les Africains peuvent parler par eux même de leur propre développement. Il est temps pour la France de renoncer au paternalisme et à l'assujettissement.

* * *

Conférence Périclès : concrètement, quels sont les sujets que la France doit promouvoir au sein de l'UE pour y occuper la place centrale que vous souhaitez lui voir prendre ?

Harlem Désir : De fait, la France a une responsabilité particulière dans le moment. Elle est le pays qui a enrayé le processus constitutionnel. On attend donc d'elle qu'elle propose une relance. Pour autant, elle ne pourra imposer sa solution, car 18 pays ont ratifiés le traité et tiennent à sa substance. Mais l'on ne fera pas revoter non plus un texte quasi identique aux pays qui ont dit non. La négociation sera donc difficile et demandera du réalisme quand au résultat si l'on veut déboucher. Je ne crois pas qu'il faille, à ce stade, essayer à tout prix de refaire une « Constitution » européenne.

Les traités ont besoin d'être révisés en raison de l'élargissement et d'une demande de plus grande transparence démocratique. Mais il faudra s'en tenir à quelques objectifs pragmatiques, à des éléments qui peuvent recueillir un grand consensus, être compris et soutenus largement par les citoyens.

Donnez votre avis :
contact@conference-pericles.org

et retrouvez les Entretiens de la Rénovation sur
www.conference-pericles.org

Mais, il faut recréer la confiance des européens envers l'Union avant de leur soumettre un nouveau texte institutionnel. La relance ne peut pas être essentiellement institutionnelle. Il faudra montrer que l'Europe permet de faire avancer des projets concrets dans des domaines où nous avons besoin d'agir ensemble, où elle aide à affronter les défis de la mondialisation. Les priorités seront de lancer notamment une politique énergétique commune, d'investir dans des réseaux d'infrastructure européens (transports, télécommunication, etc.), dans la recherche, l'innovation, la coopération entre nos

universités, dans des programmes de type erasmus. Il faut de nouveaux projets industriels comme Airbus et Galileo dans les énergies nouvelles et l'efficacité énergétique, les nanotechnologies, les biotechnologies. Tout cela montrera que les politiques européennes sont tournées vers la coopération, de nouvelles solidarités, le soutien à la croissance et aux emplois. A cet égard les gouvernements de la zone euro devront chercher à coordonner leur politique d'investissement, mais aussi à imposer un dialogue à la Banque centrale sur la politique monétaire qui aujourd'hui n'aide pas.

Il faut également montrer que les politiques européennes ne cherchent pas à affaiblir le modèle social. Il y a trop de décalage entre l'intégration économique et les règles de la concurrence qui avancent et la stagnation de l'agenda social. La directive Bolkestein a fait mal et la directive postale peut faire les mêmes dégâts.

Il faut une directive sur les services publics, avancer vers une base minimale d'harmonisation de la fiscalité des sociétés, débloquer la directive sur les limites maximales de temps de travail, réviser celle sur les Comités d'entreprise européens face aux restructurations. En politique étrangère, j'ai évoqué le Bassin méditerranéen, plus largement les politiques de développement et de régulation de la mondialisation qui doivent être une priorité. Il est également devenu indispensable de bâtir une politique migratoire commune qui ne soit pas l'instauration d'une Europe forteresse, mais repose sur un volet de coopération vis-à-vis des pays de provenance et une ambition d'intégration et de citoyenneté d'autre part.

Conférence Périclès : dans le débat sur la régulation de la mondialisation, quels sont les positions que la France doit défendre ?

Harlem Désir : Nous voulons une mondialisation encadrée par des règles pas uniquement commerciales, mais environnementales, sociales, de droits humains. Une mondialisation qui permette d'assurer le développement de tous les continents. La question est de savoir si les Etats feront du développement une véritable priorité parce qu'ils seront convaincus que c'est un impératif de viabilité et de sécurité internationale

* * *

ou s'ils se contenteront d'une gestion des tsunamis humanitaires, assortie d'actions charitables, qui peuvent être menées aussi bien par des fondations telles que celles de Bill Gates. Si l'objectif est d'édifier une planète cohérente, alors il faut mobiliser les outils publics internationaux qui existent à son service. Les libéraux les ont utilisés pour imposer la dérégulation, la financiarisation, la liberté pour les paradis fiscaux, mais il est possible de redonner aux institutions financières internationales le rôle qui leur avait été initialement confiées : la Banque Mondiale et le FMI ont été créés pour soutenir le développement. L'OMC est censé y contribuer ainsi qu'à l'emploi d'après ses statuts. Les Européens peuvent agir ensemble. Ils ont à eux tous, un poids prépondérant au FMI et à la Banque mondiale et ils sont d'accord sur les grandes lignes de ce que doit être une politique de développement. A cet égard, il me semble envisageable de fusionner les représentations européennes au FMI ou à la Banque Mondiale, comme c'est le cas à l'OMC. Si nous pouvons avoir une politique commerciale unique, nous pouvons avoir une politique de développement commune.

Il faut également nouer de véritables alliances avec les pays du sud. Sur la politique commerciale, des changements seront nécessaires, autant nous y préparer dès maintenant, par exemple pour l'agriculture. Cela nous donnerait de nouveaux moyens d'influence au sud sur des dossiers comme les normes sociales, face à la Chine.

Conférence Périclès : quelle place le « domaine réservé » doit-il occuper dans le pilotage de la politique extérieure française ?

Harlem Désir : La politique étrangère est celle de la Nation et elle ne saurait être « réservée » à qui que ce soit, pas même au Président de la République. Le Président a évidemment un rôle éminent, puisqu'il signe les traités, est au premier rang des délégations françaises à l'étranger. Mais l'exécutif doit rendre compte. Cela renvoie au rôle du Parlement. Le Gouvernement doit être responsable de l'ensemble de la politique étrangère devant le Parlement.

On devrait notamment procéder à une consultation préalable du Parlement avant l'envoi de forces françaises à l'étranger (sauf urgence), puis au contrôle et à l'évaluation des objectifs au fur et à mesure des missions. Dans le cadre d'une réforme instituant une répartition à la proportionnelle des commissions à l'Assemblée et au Sénat, l'opposition pourrait disposer soit de la présidence de celle des Affaires étrangères, soit de celle de la Défense.

En matière européenne, les Ministres devraient passer devant les commissions compétentes avant les Conseils des ministres européens où ils auront à prendre position sur des législations communautaires. Il ne s'agit pas de mettre en place un mandat impératif mais de présenter les bases sur lesquelles ils entendent négocier. En somme, en politique étrangère aussi, devenir une démocratie majeure, associer les citoyens à la politique de la Nation, c'est aller vers une démocratie plus parlementaire.

Les 3 propositions de la Conférence Périclès

- 1. Renforcer le contrôle parlementaire sur la politique étrangère**
- 2. Créer des solidarités concrètes au plan international (sociétés civiles, coopération décentralisée...)**
- 3. Relancer la construction d'une diplomatie européenne**

Les propos recueillis n'engagent pas la Conférence Périclès. Les propositions de la Conférence ne reflètent pas nécessairement les opinions de la personnalité interviewée.